

PREFET DE VAUCLUSE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avignon, le 16 février 2015

Adresse postale

Services de l'État en Vaucluse
DREAL PACA
Unité Territoriale de Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Adresse physique

DREAL PACA
Unité Territoriale de Vaucluse
Cité Administrative – Bâtiment 1
Cours Jean Jaurès
84000 AVIGNON
(Entrée : Avenue du 7e Génie)

Affaire suivie par :

Tél. : 04.88.17.89.33 – Fax : 04.88.17.89.48

N° S3IC : 64.01268 - P1

Réf. : D-0022-2015-UT84-Sub4

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement.
Société LAFARGE GRANULATS France - lieux-dits " Plan de Perussis " et " Iscles du Temple ", Quartier La Baronne à Cavaillon (84300).

Référence : Votre transmission du 25 août 2014.

P.J. : Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Sommaire

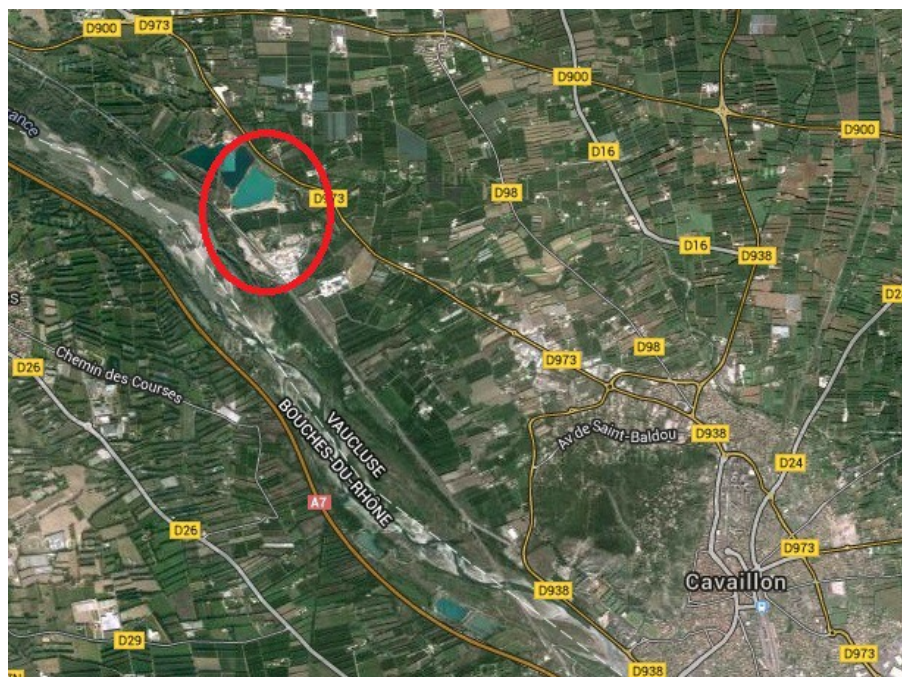
1 - Présentation de la société.....	2
2 - Modification des conditions de réaménagement.....	3
3 - Modification de la capacité annuelle d'extraction.....	3
4 - Conclusion et proposition de l'inspection des installations classées.....	8

1 - PRESENTATION DE LA SOCIETE

La société Lafarge Granulats France, ci-après nommée " l'exploitant ", dont le siège social est situé 2, avenue Général de Gaulle à Clamart (92140), est autorisée à exploiter une carrière implantée lieux-dits " Plan de Perussis " et " Iscles du Temple ", Quartier La Baronne à Cavaillon (84300).

Renseignements généraux sur la société :

Statut juridique	: Société par actions simplifiée (SAS),
N° de SIRET	: 562 110 882 02011,
Registre de Commerce	: Nanterre B 562 110 882,
Code APE	: 0812Z.



Plan de situation

Cette carrière exploitée depuis 1972 a fait l'objet d'autorisations successives, notamment de modifications des conditions d'exploitation, de changement d'exploitant et de renouvellement avec extension.

A ce jour, l'arrêté préfectoral actuel n° 33 du 8 avril 2002, complété par les arrêtés n° 67 du 16 mai 2003 et n° 22 du 2 mars 2004, autorise, pour une durée de 30 ans, l'exploitation sur une superficie de 50,2 ha avec une production annuelle moyenne de :

- 500 000 tonnes de 0 à 3 ans, avec un maximum de 600 000 tonnes,
- 425 000 tonnes de 3 à 6 ans, avec un maximum de 525 000 tonnes,
- 350 000 tonnes de 6 à 30 ans, avec un maximum de 450 000 tonnes.

Par conséquent, le gisement autorisé est estimé selon le calcul suivant :

$$G = 500\,000 * 3 + 425\,000 * 3 + 350\,000 * 24 = 11\,175\,000 \text{ tonnes}$$

Le gisement total ainsi autorisé peut être estimé à 11 175 000 tonnes.

Au vu des rapports annuels d'activité transmis par l'exploitant, 5 306 903 tonnes ont déjà été extraites du site. Par conséquent, le gisement restant au 31 décembre 2014 s'élève à :

$$Gr = 11\,175\,000 - 5\,306\,903 = 5\,868\,097 \text{ tonnes}$$

A ce jour, 15 personnes sont employées sur le site en 2*8.

2 - MODIFICATION DES CONDITIONS DE REAMENAGEMENT

Les suivis écologiques réalisés sur la carrière ont mis en évidence l'intérêt pour l'avifaune et les chiroptères de conserver un îlot au milieu du grand plan d'eau.

Par ailleurs, l'exploitation du site a mis à jour la présence de deux platanes âgés et de grande taille qui présentent des cavités susceptibles d'accueillir une faune cavicole spécialisée (chiroptère, insectes saproxylophages et oiseaux). Leur positionnement sur un îlot protégerait les espèces susmentionnées des prédateurs terrestres comme les mustélidés.

Cette modification est une amélioration du projet de réaménagement. Pour l'acter, il est nécessaire de modifier l'annexe n° 4 de l'arrêté n° 33 du 8 avril 2002 pour remplacer le plan initial.

3 - MODIFICATION DE LA CAPACITE ANNUELLE D'EXTRACTION

La société Chausson Matériaux, voisine de la société Lafarge Granulats France, a racheté les installations de fabrication de bloc béton appartenant à la société Atrium en mars 2012. Dans la foulée, cette société a investi 7,5 M€ afin de moderniser les installations et augmenter sa capacité de production jusqu'à 170 000 tonnes de blocs.

Afin d'achalander ses installations de production, la société Chausson Matériaux a besoin d'un approvisionnement équivalent à sa production, soit 170 000 tonnes de matériaux.

La société Lafarge Granulats France veut pouvoir répondre à la demande de la société Chausson Matériaux, tout en conservant ses marchés actuels.

En conséquence, la société Lafarge Granulats France voudrait augmenter sa capacité annuelle d'extraction moyenne à 500 000 tonnes et maximale à 600 000 tonnes.

Cette augmentation de capacité d'extraction ne se traduit pas par une augmentation de la quantité totale de matériaux à extraire mais plutôt par une accélération de la consommation du gisement. Les installations d'extraction actuelles seront inchangées, toutefois elles tourneraient en 3*8 et non plus en 2*8. Cinq emplois seront de plus créés.

Il est à noter que ce projet a été présenté lors d'un comité de suivi exceptionnel en 2013 et n'a pas reçu d'objection particulière.

La société Lafarge Granulats France a transmis à Monsieur le préfet de Vaucluse un dossier de modifications des conditions d'exploitation en juillet 2014, reçu par mon service le 26 août 2014, et complété par le courrier du 12 février 2015. Ce dossier fait le point sur cette modification de tonnage annuel extrait, et ses impacts et dangers associés.

Concernant le caractère substantiel ou non de cette demande, l'article R. 512-33 du code de l'environnement mentionne que :

"[...] S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que ces changements ou modifications sont substantiels, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'autorisation.

Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1. [...]"

Par ailleurs, la circulaire du 14 mai 2012 apporte des éléments d'appréciation du caractère substantiel d'un changement apporté à une installation entraînant une modification notable des éléments du dossier d'autorisation. Selon la circulaire, il convient de considérer qu'il y a modification substantielle dans trois situations :

- La première situation survient lorsque la modification conduit à dépasser, pour la capacité totale de l'installation, certains seuils de la nomenclature ICPE, ou de la directive IPPC / IED, faisant changer l'installation de régime réglementaire.
- La deuxième s'impose lorsque sont dépassés certains seuils réglementaires portant sur l'ampleur de la modification. Ces seuils sont définis par l'arrêté du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement. Lorsque l'ampleur de la modification dépasse ces seuils, la réalisation d'une nouvelle procédure d'autorisation est imposée.
- La troisième situation intervient après une évaluation au cas par cas des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement entraînés par la modification. La modification est substantielle si elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients " significatifs ".

Dans le cas de la demande de la société Lafarge Granulats France, la première situation n'est pas applicable, car le critère de classement de l'activité, relevant de la rubrique n° 2510 - exploitation de carrière - de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, est sans seuil.

Concernant la deuxième situation, le critère de classement pour l'activité d'exploitation de carrière est la surface du site pour un seuil à 25 hectares. Or la demande de Lafarge Granulats France ne porte pas sur une extension du périmètre de la carrière mais seulement sur une augmentation du tonnage annuel extrait. La demande est à périmètre constant.

Par conséquent, seule la dernière situation est applicable. L'exploitant doit donc apporter les éléments d'appréciation permettant de conclure que l'augmentation de la capacité d'extraction n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients " significatifs " pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement.

3.1 - Impacts sur l'environnement et dangers associés

Il est à noter que les conditions d'exploitation restent les mêmes et que seules les horaires sont réellement impactés avec le passage de 2*8 à 3*8.

4 - Impacts sur l'environnement

4.1.1.1 - Air

Les modifications des conditions d'exploitation présentent une augmentation des rejets de poussières due à l'augmentation des matériaux extraits à traiter.

Des moyens de réduction sont déjà en place. Un réseau de surveillance par plaquettes est installé. Il est à noter que les maisons les plus proches ne sont pas sous les vents dominants.

En cas de dépassements des valeurs guides, l'exploitant mettra en place des moyens complémentaires.

L'impact reste donc acceptable.

4.1.1.2 - Eau

L'augmentation de capacité d'extraction n'a aucun impact sur les conditions d'exploitation actuelles au regard de l'eau, excepté une augmentation de la consommation d'eau sanitaire du fait du passage de 2*8 à 3*8.

4.1.1.3 - Milieu naturel

Pour rappel, le site ne se situe dans aucun périmètre à statut mais est situé à proximité immédiate :

- des périmètres Natura 2000 : ZPS FR9312003 " La Durance " et SIC FR9301589 " La Durance ",
- des ZNIEFF : type I, n° 84-123-143 " La basse Durance des Iscles du loup " et de type II, n° 13-150-100 " La basse Durance " et n° 84-104-100 " Colline de Saint Jacques de Cavaillon ".

L'exploitant a fait réaliser en février 2014 une note par le bureau d'étude ECOMED qui est en charge du suivi écologique du site. Cette note conclut que les incidences du projet ne sont pas jugées significatives sur le maintien du bon état de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du SIC et de la ZPS " La Durance " et qui se retrouve dans les ZNIEFF. Le suivi écologique permettra de le confirmer.

4.1.1.4 - Bruit

L'établissement peut être à l'origine de bruits (principalement les installations de traitement et le trafic de véhicules).

Les modifications des conditions d'exploitation impliquent une augmentation de la durée de travail. Les niveaux sonores eux resteront les mêmes.

La société travaille déjà sur la période nocturne. Les campagnes de mesures sonores n'ont pas identifié de dépassement en niveaux sonores comme en émergence.

L'impact sera donc acceptable. Toutefois afin de s'en assurer, il semble opportun que l'exploitant réalise un contrôle lors des premières extractions en 3*8.

4.1.1.5 - Trafic

L'augmentation de trafic est quasi nulle, car l'augmentation de production sera envoyée par convoyeur à la société voisine Chausson, et l'impact par rapport au projet initial reste inchangé.

4.1.1.6 - Déchets

Aucune augmentation des quantités de déchets par rapport au projet initial, exceptée une augmentation des déchets ménagers du fait du passage de 2*8 à 3*8.

4.1.1.7 - Impact paysager

Aucune augmentation d'impact puisque l'emprise du site et les conditions de remises en état ne sont pas impactées.

5 - Impact sanitaire

Aucune modification des éléments de l'étude d'impact sanitaire du dossier initial, l'impact sanitaire du site reste négligeable.

5.1.1 - Dangers

Pour les dangers, les modifications n'impliquent pas de changement concernant les scénarios possibles. Les moyens de réduction des dangers sont toujours d'actualité.

L'augmentation de la capacité d'extraction n'est donc pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients " significatifs " pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement.

Les dispositions de l'arrêté n° 33 du 8 novembre 2002 complété sont suffisantes et ne nécessitent pas de modification ou de complément.

5.2 - Gisement et durée de l'autorisation

Comme vu précédemment, le gisement restant, au 31 décembre 2014, s'élève à 5 868 097 tonnes. L'exploitant sollicitant une capacité annuelle d'extraction moyenne de 500 000 tonnes par an la durée de l'autorisation doit être ramené à :

$$D = 5\,868\,097 / 500\,000 = 11,7 \text{ ans}$$

Le gisement restant sera donc consommé en 11 ans et 9 mois avec une capacité d'extraction de 500 000 tonnes par an et arrivera à terme le 31 septembre 2026. par ailleurs, l'exploitant aura besoin de deux années pour finir la remise en état (démontage de la drague flot ante, talutage et autres travaux de terrassement, plantation, ...).

L'article 3 de l'arrêté n° 33 du 8 novembre 2002 doit être modifié pour prendre en compte la modification de durée de l'autorisation ainsi que de la production annuelle moyenne et maximale autorisée.

5.3 - Plan de phasage

Comme vu précédemment, le gisement va être consommé plus rapidement ce qui rend obsolète le plan de phasage annexé à l'arrêté préfectoral n° 33 du 8 novembre 2002.

L'exploitant a fourni un nouveau plan de phasage en accord avec la production annuelle sollicitée. Ce nouveau phasage est cohérent et ainsi acceptable.

Ce nouveau plan implique une nouvelle estimation des montants de référence des garanties financières pour les périodes quinquennales de 2012 à 2028 déterminés conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié et sur la base du plan de phasage modifié. Ces montants sont les suivants :

Période	Montants de référence en euros
2012 à 2016	302 379
2017 à 2021	167 678
2022 à 2027	158 470
2028	158 470

L'article 25 et l'annexe n° 2 de l'arrêté n° 33 du 8 novembre 2002 doit être modifiée pour prendre en compte le nouveau plan de phasage et son impact sur les montants de référence des garanties financières.

5.4 - Compatibilité avec le schéma départemental des carrières du Vaucluse du 20 janvier 2011

5.4.1 - Utilisation des matériaux nobles et estimation des besoins annuels en matériaux nobles

Le schéma départemental des carrières, approuvé par Monsieur le préfet de Vaucluse le 20 janvier 2011, prévoit que les matériaux nobles¹ sont destinés à être utilisés exclusivement pour la fabrication :

- d'enrobés ou des couches de roulement des chaussées (route et autoroute),
- de bétons hydrauliques hautes performances.

Dans le schéma, les besoins en matériaux nobles (matériaux alluvionnaires) ont été évalués à partir de la production des huit centrales de fabrication d'enrobés qui sont alimentées en matériaux à partir du département de Vaucluse (5 centrales dans le Vaucluse, 1 dans les Bouches du Rhône et 2 dans le Gard). Cette production s'élève à 710 000 tonnes par an.

Les matériaux utilisés pour la fabrication des enrobés doivent être concassés pour obtenir les caractéristiques d'angularité nécessaires. Une tonne de matériaux utilisables pour la fabrication d'enrobés nécessite une extraction de 2 à 3 tonnes selon le gisement, le reliquat constituant des co-produits valorisables autrement, préférentiellement pour la fabrication des bétons haute performance. Pour le Vaucluse, ce ratio a été évalué à 1 tonne de matériaux nobles pour 2,7 de matériaux extraits, ce qui a conduit à estimer les besoins annuels en matériaux alluvionnaires à 1 917 000 tonnes (710 000 * 2,7).

5.4.2 - La production actuelle de matériaux nobles en adéquation avec les besoins estimés

Dans le Vaucluse, 7 carrières de matériaux alluvionnaires (silico-calcaires) sont autorisées, à ce jour, au titre de la législation sur les installations classées :

Commune	Lieu-dit	Exploitant	Production annuelle t/an	Fin d'exploitation
Bollène	Le Bartras nord	Braja Vésigné	280 000	2018
Cavaillon	Isle du Temple	Lafarge	450 000	2032
Cheval Blanc	Grande Bastide	Provence Agrégats	160 000	2021
Mondragon	La Miat	Lafarge	600 000	2017
Mondragon	Gagne pain	Pradier	450 000	2039
Piolenc	Isle des Rats	Maroncelli	600 000	2027
Cairanne	Le Thor et Sous la Béraude	Sylvestre	60 000	En instruction
Total :			2 600 000	

La société Lafarge a informé la DREAL fin 2014 que vu l'opposition locale, elle n'était pas en mesure de donner suite aux demandes de compléments de son dossier de demande d'autorisation déposé en 2012 et que la fin de l'exploitation de la carrière était prévue pour la fin du mois d'avril 2015.

Mi 2015, la production de matériaux alluvionnaires autorisée en Vaucluse sera donc de 2 000 000 tonnes.

A noter de plus que l'utilisation des matériaux de la carrière Braja Vésigné à Bollène n'est pas conforme à celle prévue dans le schéma départemental des carrières. En effet, cette carrière qui ne fonctionne pas de façon régulière, ne possède aucune installation de traitement de matériaux et les matériaux extraits sont utilisés bruts (notamment pour la réalisation de plates-formes sur le site nucléaire du Tricastin à Pierrelatte).

La production réelle de matériaux alluvionnaires servant à la fabrication d'enrobés, de couche de roulement des chaussées et de bétons hydrauliques hautes performances sera donc mi 2015 de 1 720 000 t/an, production inférieure aux besoins estimés dans le schéma départemental des carrières à 1 917 000 t/an.

5.4.3 - Conformité de la demande de la société Lafarge Granulats France avec les dispositions du schéma départemental des carrières concernant l'utilisation des matériaux nobles

Le § 8 de l'annexe 5-1 du schéma relatif aux critères de compatibilité d'une demande d'autorisation au schéma des carrières prévoit notamment que l'exploitant justifie dans son dossier de la bonne utilisation de matériaux nobles.

La société Lafarge Granulats France fournit des centrales à enrobés (notamment la société voisine Rhône Durance Enrobés) et des fabricants de béton haute performance à hauteur d'environ 200 000 tonnes. Le ratio de 2,7 susmentionné est donc actuellement respecté.

L'augmentation de capacité annuelle devra respecter ce même ratio. La société s'est engagé en ce sens et devra tenir à la disposition du service de l'inspection des installations classées les justificatifs *ad hoc*.

La demande s'inscrit donc bien dans les orientations du schéma départemental des carrières de Vaucluse.

6 - CONCLUSION ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Considérant ce qui précède, les modifications projetées ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients supplémentaires mentionnés aux articles L. 511-1 et L. 211-1 du code de l'environnement.

Par conséquent conformément à l'article R. 512-33, ces modifications sont non substantielles et ainsi ne nécessitent pas le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation avec enquête publique.

Toutefois, les prescriptions de l'arrêté n° 33 du 8 novembre 2002 complété doivent être modifiées ou complétées pour prendre en compte :

- l'augmentation de la capacité annuelle d'extraction et la diminution de la durée de l'autorisation (article 3),
- les montants de référence des garanties financières (article 25),
- les plans de phasage de l'exploitation (annexe 2) et de réaménagement final (annexe 4),
- la prescription d'un contrôle des niveaux sonores lors de la première extraction en 3*8.

Un projet d'arrêté préfectoral en ce sens est annexé au présent rapport. La procédure à suivre est celle fixée à l'article R. 512-31 de la partie réglementaire du code de l'environnement qui prévoit la consultation de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites.

L'inspecteur de l'Environnement